



OPERATION

***RÉNOVATION DES BLOCS DU CENTRE DE
RÉTENTION ADMINISTRATIVE 2***

DOCUMENT

**MARCHE DE TRAVAUX
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIÈRES (CCTP)**

Lot 1 Menuiserie

MAÎTRE D'OUVRAGE

***SGAMI Sud-Est
DIRECTION DE L'IMMOBILIER – BUREAU DE
L'EXPLOITATION ET DE LA MAINTENANCE
20, rue de l'Espérance
BP 73 331
69 405 LYON CEDEX 03
Tel: 04.37.91.30.00***

MAÎTRE D'ŒUVRE

***SGAMI Sud-Est
DIRECTION DE L'IMMOBILIER – BUREAU DE L'EXPLOITATION
ET DE LA MAINTENANCE
20, rue de l'Espérance
BP 73 331
69 405 LYON CEDEX 03
Tel: 04.37.91.30.00***

NOTA IMPORTANT

L'entreprise qui soumissionne au présent lot est tenue de répondre obligatoirement au Cahier des Clauses Techniques Particulières définissant le projet, et doit remplir le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) joint en indiquant le prix unitaire de chaque prestation.

Les quantités figurant dans le D.P.G.F. sont données à titre indicatif, elles sont à vérifier par les entreprises.

Table des matières

1 GÉNÉRALITÉS.....	3
1.1 Objet de la consultation :.....	3
1.2 Reconnaissance des lieux.....	3
1.3 Dimensions des existants.....	4
1.4 Installation de chantier.....	4
1.5 Documents et plans à la charge de l'entreprise.....	4
1.6 Contrôles et essais.....	5
1.7 Réception des travaux.....	5
1.8 Levée des réserves.....	5
1.9 Garanties.....	5
1.10 Mises en œuvre.....	5
Les déchets inertes.....	6
1.11 Engagement de l'entreprise pour le respect des règles de sécurité dans l'exécution de travaux sur un établissement recevant du public et en exploitation pendant la durée des travaux.....	7
2 PRESCRIPTIONS GENERALES.....	8
2.1 Textes réglementaires.....	8
2.2 Prescriptions générales.....	8
2.3 Hygiène et sécurité.....	9
2.4 Protection des ouvrages.....	9
3 TRAVAUX PRÉPARATOIRES.....	9
3.1 DÉMONTAGE DE L'EXISTANT.....	9
4 FOURNITURE ET POSE DES MENUISERIES.....	10
Généralités :.....	10
4.1 PORTE DITE « NORMALE ».....	10
4.2 PORTE DITE « PMR ».....	10

1 GÉNÉRALITÉS

Les travaux consistent au changement des portes de salles de bain des chambres des Blocs 2 à 7.
Les travaux seront réalisés par tranches :

Tranche Ferme : Bloc B2
Tranche optionnelle 1 : Bloc B3
Tranche optionnelle 2 : Bloc B4
Tranche optionnelle 3 : Bloc B5
Tranche optionnelle 4 : Bloc B6
Tranche optionnelle 5 : Bloc B7

En parallèle le lot 2 Peinture aura en charge la rénovation des chambres, salle de bain et circulation des blocs.

1.1 Objet de la consultation :

Les travaux concernent le changement des portes de salles de bain des chambres des blocs de rétention, de plain-pied sur le site du centre de rétention (CRA 2) à COLOMBIER SAUGNIEU.

1.2 Reconnaissance des lieux

L'entrepreneur, avant remise de son offre, procédera sur site à la reconnaissance des existants.
Cette reconnaissance portera notamment sur les points suivants sans que cette liste soit limitative :

- l'état général des supports
- la nature des matériaux en place
- l'environnement immédiat
- les possibilités et contraintes concernant le chantier proprement dit : énergies, évacuation, stockage et approvisionnements et ses conditions d'accès.

L'entrepreneur pourra lors de cette reconnaissance effectuer tous les essais sur existants qu'il jugera utiles, après accord du Maître d'Ouvrage.

L'entrepreneur est réputé être un professionnel expérimenté : il est de son devoir de signaler le cas échéant, et en temps utiles, au Maître d'Ouvrage, les insuffisances, omissions, incompatibilités ou autres qu'il pourrait relever sur place.

En conséquence, les offres seront contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de ces reconnaissances. Elles comprendront explicitement ou implicitement tous les travaux et surcoûts liés aux observations faites sur place.

1.3 Dimensions des existants

Les dimensions et surfaces indiquées dans les documents de consultations, sont données à titre indicatif et non contractuelles.

Avant la remise de son offre, l'entreprise procédera sur le site au contrôle des dimensions d'ouvrages et sera responsable de la totalité des relevés de cotes qui lui seront nécessaires au moment des travaux.

1.4 Installation de chantier

L'entreprise pourra utiliser les locaux actuels présents sur le site. L'entreprise s'engage à respecter et nettoyer les lieux

1.5 Documents et plans à la charge de l'entreprise

Les documents suivants sont à la charge de l'entreprise:

- Bordereau de prix détaillé, avec quantitatif et métré des matériaux mise en œuvre
- Plans d'atelier et de chantier, qui seront validés par le maître d'œuvre.
- Plans de réservation
- Dossier des ouvrages exécutés
- Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Plans d'atelier et de chantier :

Avant la réalisation des travaux, l'entreprise adjudicataire présentera son dossier complet au Maître d'œuvre.

DOE:

L'entrepreneur devra fournir après achèvement des travaux ce dossier comprenant :

- les plans de recollement tenant compte des modifications éventuelles apportées en cours de chantier
- les procès-verbaux des essais et avis techniques des produits utilisés.
- les éventuels certificats de garanties

1.6 Contrôles et essais

Les contrôles et surveillances pendant l'exécution des travaux, les vérifications avant mise en service, sont à la charge de l'Adjudicataire du présent marché.

1.7 Réception des travaux

La réception est subordonnée à la remise du dossier DOE.

La réception sera notifiée par procès-verbal fixant la date de mise en service et le départ de la période de garantie.

1.8 Levée des réserves

La levée des réserves aura lieu dans la semaine suivant la réception.

1.9 Garanties

Les matériaux et matériels mis en œuvre devront être neufs, de bonne qualité et conformes aux normes et règlements.

Les travaux d'aménagements seront soumis à garantie décennale pour tous les éléments indissociables de l'ouvrage, et à garantie biennale pour les biens d'équipements.

1.10 Mises en œuvre

Les travaux comprendront :

La fourniture à pied d'œuvre, la dépose et la repose de tous type d'appareillages existants si besoin

L'exécution de tous les rebouchages nécessaires.

Étendue des prestations :

La fourniture, la pose et l'enlèvement des échafaudages, platelages et filets nécessaires à l'exécution de ses ouvrages et à la sécurité de ses ouvriers.

L'entrepreneur doit comprendre dans ses prix unitaires :

- Le ramassage, la descente et l'enlèvement journalier de ses déchets.
- Toutes les prestations nécessaires à une parfaite finition de ses ouvrages, le détail descriptif n'étant pas limitatif des prestations accessoires.
- La remise en parfait état des ouvrages contigus qui auraient pu être détériorés pendant ses travaux.
- L'entrepreneur prendra à sa charge les travaux, indéfinis et réparations propres aux dégâts occasionnés par son intervention sur les ouvrages environnants.

CRA 2 – CCTP Rénovation des blocs - Lot 1 Menuiserie

Nettoyage de chantier :

L'entreprise devra effectuer le nettoyage des locaux ou parties communes quotidiennement et au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la remise en états des espaces verts, des enrobés et abords des bâtiments avant la réception des travaux. L'exigence de propreté sera renforcée les veilles de week-end.

Faute de quoi, le Maître d'Ouvrage, ou le Maître d'œuvre, se réserve le droit de le faire effectuer par une entreprise, aux frais de l'entrepreneur du présent marché.

L'entreprise devra effectuer le tri sélectif de ses déchets de chantier conformément à la réglementation européenne en vigueur, notamment en ce qui concerne les DIB plomb, les certificats de suivi des déchets seront demandés avec le DOE.

Les déchets à évacuer pourront être du type suivant :

Les déchets inertes

Ce sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage tels que les pierres, les gravats, le béton, la céramique, la terre cuite.

Ils sont destinés soit au recyclage soit au stockage en décharge pour matériaux inertes "dite de classe III".

Les déchets non dangereux

Exemple : déchets industriels banals ou DIB

Ce sont des déchets qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxiques mais qui ne sont pas inertes, comme les revêtements de sols et de murs, le bois non traité, les plastiques, les métaux...

Ils doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, recyclage, récupérable, valorisation, soit vers des incinérateurs de stockage de classe II.

Les déchets dangereux

Exemple : déchets industriels spéciaux ou DIS

Ce sont des déchets tels que : les résidus de peinture, les pots de colle, les déchets qui contiennent de l'amiante, les bois traités..., qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques.

Ils doivent être orientés vers des sites de traitement adaptés : installation de stockage de classe I, unité de régénération, unité d'incinération spécifique...

Ils doivent faire l'objet de bordereaux de suivi de déchets industriels (tels que régis par l'arrêté du 4 janvier 1985).

Les emballages

Comme les housses PVC, les cartons, les palettes...

Ce sont des déchets appartenant à la catégorie des DIB mais soumis à des objectifs de valorisation stricts.

Les déchets d'emballage doivent être valorisés et remis à des entreprises agréées.

Les entrepreneurs seront responsables de leurs déchets.

Ils devront prendre connaissance de la recommandation T2.2000 ou de la norme NFP 03.001 comme texte de référence pour la gestion des déchets.

Toute méthode évitant le mélange des déchets est encouragée.

1.11 Engagement de l'entreprise pour le respect des règles de sécurité dans l'exécution de travaux sur un établissement recevant du public et en exploitation pendant la durée des travaux.

Pendant la durée des travaux, l'Entreprise s'engage formellement à prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre en application et faire respecter par son personnel ou intervenants qu'elle aura mandatés, sous son entière responsabilité, les consignes suivantes :

- Mise en place de protections appropriées visant à interdire l'accès chantier aux personnes non autorisées et de toutes les signalisations nécessaires.
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les personnes et les biens contre les risques de dégâts causés par les eaux.
- L'Entreprise est dans l'obligation de désigner un Responsable chargé de l'application stricte et rigoureuse de l'ensemble des mesures et consignes faisant l'objet de la présente. Le nom du responsable sera notifié par lettre avec A.R. au représentant du Maître d'Ouvrage.
- Les copies des autorisations et autres documents approuvant les travaux et les modalités de l'intervention seront également transmises au représentant du Maître d'Ouvrage avant le commencement des travaux par l'Entreprise.
- L'Entreprise assume l'entière responsabilité des dommages qu'elle pourrait causer par le non-respect des règles ici décrites ainsi que toutes celles, même non énumérées ici, qui découlent de l'esprit de la présente, du bon sens et des Règles de l'Art de la profession.
- Aucune dérogation de l'une de ces règles ne sera tolérée, quelle que soit la difficulté d'exécution des travaux et le Maître d'Ouvrage est habilité à interrompre à tout moment les travaux, sans aucune contrepartie financière, s'il juge que l'une de ces règles n'est pas respectée.
- Le Responsable du site concerné est associé à l'ensemble des démarches décrites par la présente.
- L'ensemble des coûts que représente la mise en place et le respect des règles et consignes faisant l'objet de la présente doit être chiffré et fait partie intégrante du montant des travaux.
- L'Entreprise s'engage à prendre à sa charge l'intégralité des éventuels dépassements concernant le poste sécurité décrit par la présente.
- L'Entreprise, en plus des attestations d'assurance nécessaires au marché, fera toutes les démarches nécessaires auprès de son (ses) assurance(s) pour informer celle(s)-ci des conditions particulières et risquées de son intervention sur l'Établissement si nécessaire.

2 PRESCRIPTIONS GENERALES

2.1 Textes réglementaires

- Les travaux seront réalisés suivants les normes en vigueur :
- CCTG,
- Les DTU,
- Cahiers du CSTB,
- Les règles de calcul applicable BAEL, BPEL, CM66, N84, NV65...
- Le REEF,
- Les avis techniques des produits mis en œuvre,
- Normes françaises,
- Lois, décrets et arrêtés en vigueur,
- Réglementation incendie, handicapés, hygiène...
- Le Code de l'Urbanisme, le Code de Construction
- Les règles de l'art
- Les règles parasismiques
- Toutes autres normes et réglementations applicables

2.2 Prescriptions générales

Ces documents (liste non exhaustive), bien que non joints matériellement au marché, sont réputés bien connus des entreprises et les parties contractantes leur reconnaissent expressément un caractère contractuel.

L'Entrepreneur titulaire du présent marché sera seul responsable de l'exécution et de la bonne tenue de ses ouvrages.

Le présent document CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières) est énonciatif et non limitatif.

Les travaux comprendront la fourniture des matériaux et du matériel à mettre en œuvre, le transport au chantier, les moyens matériels et humains, la manutention, le stockage, la mise en œuvre. Ils seront exécutés suivant toutes les règles de l'Art, et ce sans aucune limitation restrictive pour un complet et parfait achèvement à la charge de l'entreprise.

- La fourniture et l'amenée à pied d'œuvre des matériaux et matériels nécessaires à l'exécution des travaux.
- Le levage et la mise en œuvre des matériaux,
- La fourniture et la réalisation d'échantillons pour approbation du Maître d'œuvre,
- Les échafaudages et protections nécessaires à l'exécution des travaux,
- La protection des ouvrages non peints,
- La remise en état des abords
- Le maintien de la Vidéo-protection pendant toute la durée du chantier
- Le nettoyage en fin d'intervention de l'entreprise. La fourniture des fiches techniques relatives aux produits mis en œuvre
- L'assistance et le conseil du fabricant des peintures et matériaux.

Les caractéristiques de dimensions, de formes, de qualité et de mise en œuvre des matériaux employés seront, ainsi que les conditions de réception des ouvrages, conformes en ce qui les concerne à la liste des documents contractuels décrits ci-avant (liste non exhaustive).

Par conséquent, l'entrepreneur est tenu de procéder sous sa responsabilité au contrôle des quantités et prestations. Il ne pourra se prévaloir d'erreurs ou inexactitudes dans les divers documents et spécialement dans le cadre du DPGF qui n'a pas de valeur contractuelle.

2.3 Hygiène et sécurité

L'Entreprise devra se conformer en tous points aux règlements d'hygiène et de sécurité, tant pour ses installations que pour les installations communes du chantier.

2.4 Protection des ouvrages

D'une façon générale, l'entrepreneur devra prendre les précautions nécessaires pendant l'exécution des travaux et jusqu'à leur réception, pour assurer la protection des ouvrages qui pourraient être détériorés.

L'entrepreneur est responsable jusqu'à la réception de la protection de ses propres ouvrages.

En cas de détérioration constatée, il aurait sa charge et à ses frais tous les travaux de remise en état qui s'avèreraient nécessaires sans pouvoir prétendre à une indemnité.

Il est chargé du gardiennage de ses installations ainsi que des matériels entreposés sur le chantier.

3 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

3.1 DÉMONTAGE DE L'EXISTANT

Démontage propre des portes et des charnières de salle de bains existantes.

Les portes et les charnières en état de fonctionnement seront démontées et triées pour être réutilisées si besoin.

Nature:

- Porte : en Compac
- Ferrage : 4 paumelles double actions

Localisation: Toutes les salles de bains

4 FOURNITURE ET POSE DES MENUISERIES

Généralités :

Fourniture et pose de blocs-portes isoplans à un ou deux vantaux comprenant :

- Dormant en bois blanc massif (hêtre, frêne, etc),
- Joint en mastic acrylique pour assurer la jonction entre le dormant et le mur,
- Vantaux à âme pleine de 40 mm d'épaisseur,
- Détalonnage du vantail de 100 mm en haut et en bas,
- Ferrage par 4 paumelles de 160 × 80 par vantail, soudées ou vissées sur l'huissierie et vissées sur le vantail pour les portes,
- Quincailleries sous label NF / SNQF,
- Finitions des ouvrants et dormant peints en RAL 7038
- Serrures à rouleaux à encaster un point,
- Poignée de tirage type boule vissée uniquement sur le côté du tirage

4.1 PORTE DITE « NORMALE »

Fourniture, pose et mise en œuvre de blocs porte de salles de bain dites « normale »

Nature:

- Cadre : 1010mm x 2090mm
- Porte : 930mm x 1740mm (détalonnage de 100 mm en haut et en bas)
- Ferrage : 4 paumelles dont 1 inversée pour anti-dégondage)
- Serrure : à rouleau
- Poignée : 1 de tirage uniquement

Localisation: Salle de bains « normale »

4.2 PORTE DITE « PMR »

Fourniture, pose et mise en œuvre de blocs porte de salles de bain dites « PMR »

Nature:

- Cadre : 1010mm x 2090mm
- Porte : 930mm x 1740mm (détalonnage de 100 mm en haut et en bas)
- Ferrage : 4 paumelles dont 1 inversée pour anti-dégondage)
- Serrure : à rouleau
- Poignée : 1 de tirage uniquement

Localisation: Salle de bains « PMR »